

## **Constats et prise de position du Comité de Solidarité et de Suivi de la crise en cours au Burundi**

En date du 28 Décembre 2015, le bureau de coordination du Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi s'est réuni en vue:

- D'évaluer l'ensemble des actions et initiatives menées au cours de cette année et d'élaborer un agenda prévisionnel pour l'année 2016.
- D'analyser l'ensemble des derniers développements susceptibles d'influer sur l'évolution de la crise burundaise.
- D'apporter un éclairage global à l'ensemble de la Communauté Burundaise, Africaine et Internationale sur les derniers événements et plus particulièrement :
  - o Le bilan macabre des crimes massifs perpétrés à Bujumbura les 11 et 12 décembre 2015 par le régime Nkurunziza. Le caractère irrémédiable des blessures morales et politiques qui en découlent ainsi que la tournure que cela impose à l'évolution de la crise burundaise.
  - o Les dernières initiatives de la Communauté Internationale et plus particulièrement la dernière décision de l'Union Africaine de déployer une force de protection de la population Burundaise (la MAPROBU).
  - o Le début des « négociations » sous les auspices du Président Ougandais Kaguta Yoweli Museveni : quelles en sont les attentes possibles ?
  - o L'impact probable de la dernière annonce faisant état de la naissance d'une structure de résistance politico-militaire issue des forces armées burundaises en vue de protéger la population et d'exiger le respect des accords d'Arusha.

Au sortir des travaux de cette journée d'analyse et de planification, le Comité de Solidarité et de Suivi de la crise Burundaise porte à la connaissance de l'ensemble des acteurs et observateurs de la crise burundaise ce qui suit :

- Concernant nos actions et initiatives menées au cours de cette année 2015 et leurs conséquences, le Comité de Suivi et de Solidarité:
  - o Note avec satisfaction la mobilisation de la Communauté Africaine et Internationale en vue d'aider le Burundi à sortir du chaos politique et humanitaire imposé par la dictature de Nkurunziza.
  - o Salue avec force les positions prises par l'ensemble de l'Union Européenne et plus particulièrement la clarté des positions prises par les gouvernements Belge, Néerlandais, Allemand et des Etats Unis d'Amérique en faveur de la démocratie et du respect des droits humains comme valeurs communes à l'humanité.
  - o Se réjouit d'avoir été entendu et suivi par l'ensemble des acteurs démocratiques burundais qui dans un ultime sursaut se sont regroupés en une plateforme commune, le «CNARED » en vue de faire entendre la raison et forger une alternative crédible en faveur de la légalité et contre la dictature.

- Se félicite du changement de cap exprimé par l'Union Africaine en vue de couper court avec les dictatures et la solidarité négative dont souffrent encore une partie de la population Africaine.
- Concernant les derniers facteurs susceptibles d'influencer l'évolution de la crise que traverse le Burundi. Le comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi voudrait communiquer et partager son analyse avec l'ensemble de la Communauté Burundaise, Africaine et Internationale sur les derniers événements et plus particulièrement sur :
  - Les crimes de masse perpétrés à Bujumbura les 11 et 12 décembre 2015 par le régime Nkurunziza et qui préfigurent un début d'un engrenage irréversible dans la concrétisation d'une volonté patiemment pensée et planifiée par Nkurunziza d'imposer son pouvoir par la terreur sur l'ensemble de la population burundaise.
  - Durant les dix années que Nkurunziza vient de passer au pouvoir, il disposait d'un parlement, d'un sénat, d'un gouvernement et d'une armée qui lui étaient totalement fidèles et politiquement acquis ; mais il n'a pas hésité à créer, à entraîner et à entretenir une milice, évaluée à plus de 3.000 personnes et cela en violation flagrante de toutes les règles et lois burundaises.
  - Ce qui se passe au Burundi depuis le 26 avril 2015 est le résultat d'un plan élaboré depuis 2005 que toute analyse politique doit prendre en considération.
  - Les derniers massacres commis les 11 et 12 décembre 2015 confèrent à la crise burundaise un caractère irréversible au regard des fractures et blessures morales et politiques qui en découlent. Il convient de constater et noter que désormais une nouvelle tournure est ainsi imposée à l'évolution de la crise burundaise.
  - Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise note avec regret que :
    - **La dernière décision prise par l'Union Africaine de déployer une force africaine de protection des civiles au Burundi (la MAPROBU) est non seulement contestée par la dictature de Nkurunziza, mais aussi, il y a lieu de constater qu'elle aura très peu de chances de faire changer le cours des événements au Burundi.**  
**Certes la décision est louable, mais malheureusement, elle arrive un peu tard : la radicalisation qui découle des derniers massacres impose une révision des méthodes à la Communauté Internationale.**  
**Dans la mesure du possible, l'ensemble des acteurs et décideurs de la Communauté Internationale doivent se rendre à l'évidence que le problème burundais porte un nom : il se nomme Nkurunziza qui se prétend envoyé de Dieu pour régner sur Burundi toute sa vie! Il est urgent de constater que Nkurunziza est bien dans « l'irrationnel ». Par conséquent, il est temps de s'attaquer au problème plutôt qu'à vouloir ménager les inconciliables.**
    - **Le caractère équilibré de certaines des décisions prises par la Communauté Internationale a eu pour effet de créer la confusion entre les acteurs de la barbarie de Nkurunziza et ceux qui agissent dans une démarche légitime de résistance contre la dictature et la violation massive des droits humains.**

- Les « négociations » sous les auspices du Président Ougandais Kaguta Yoweli Museveni semblent mal engagées, plusieurs éléments suggèrent qu'il faudrait en fixer le plan d'action avec fermeté et y apporter des ressources humaines qui ne souffrent d'aucune ambiguïté.
- A cet effet, le Comité de Solidarité et de suivi attire l'attention de tous sur toute démarche inacceptable pouvant déboucher sur les absurdités suivantes :
  - La consécration de la dictature et de l'impunité en maintenant Nkurunziza sous quelques formes que ce soit. Les concepteurs et acteurs des crimes des milliers d'innocents doivent être mis aux bancs de la communauté humaine et répondre de leurs barbaries sans autre forme de distractions.
  - La violation de la constitution burundaise et la remise en cause des Accords d'Arusha pour quelques détails que ce soit.
- Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise vient d'apprendre par les médias la naissance d'une structure de résistance politico-militaire qui serait issue des forces armées burundaises, et qui serait dénommée la « FOREBU ». **Nous actons que dans le communiqué rendu public à cet effet, la FOREBU affirme vouloir protéger la population et exige le respect des Accords d'Arusha.** Si tel est le cas, cette initiative constituerait une réponse positive à l'appel que le Président Obama a lui-même adressé à l'ensemble des burundais et plus particulièrement aux forces armées burundaises le 13 novembre dernier. Par ailleurs, dans toutes nos déclarations et analyses, nous avons toujours fait remarquer que : *« L'état d'implosion des forces de défense et de sécurité est une véritable tragédie et que les assassinats, l'humiliation doublée de frustration d'un grand nombre des membres des forces de défense et de sécurité dont certains ont dû fuir le pays conduira inévitablement à la naissance d'une résistance armée ».*
- Enfin sous réserve d'en apprendre d'avantage, une telle structure pourrait être considérée comme une partie de la solution à la crise burundaise et non du contraire. En conséquence, il serait alors utile de considérer un tel sursaut comme un complément aux plateformes politiques actuelles et comme un partenaire potentiel vers lequel la Communauté Internationale pourrait éventuellement se tourner pour protéger la population et imposer à la dictature de Nkurunziza la fin des massacres contre des populations innocentes.

Pour terminer, le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise :

- En appelle à l'ensemble de la population burundaise de continuer à contenir sa colère, et sa douleur immense que nous partageons, de ne pas se laisser tenter par le sentiment de vengeance qui ne ferait qu'ajouter le drame au drame.
- En appelle, également, à toutes et tous à poursuivre la révolution pacifique, la concertation et la synergie positive en faveur du retour à l'ordre constitutionnel ;
- Réitère son appel à l'ensemble de l'East African Community de se manifester avec courage et abnégation afin de créer d'urgence des zones de protection des populations et un couloir humanitaire pour permettre aux citoyens burundais qui le souhaitent de se mettre à l'abri ;

- Réitère, même, à l'ensemble de l'East African Community de dénoncer et de condamner le criminel Nkurunziza qui souille la conscience de l'humanité et l'image de l'Afrique toute entière.
- Ré-exprime ce triste constat qu'au jour d'aujourd'hui, rien ne semble présager l'arrêt des crimes, des exécutions sommaires, des enlèvements et des tortures commis au quotidien par le système Nkurunziza et sa milice;
- Félicite le peuple burundais qui est resté uni et digne pour avoir refusé les sollicitations de divisions sur base ethnique de la part de la dictature de Nkurunziza ;
- Encourage l'ensemble de tous les acteurs politiques burundais à sauvegarder l'unité et la concertation dans toutes leurs actions de résistance face à la dictature et à l'imminence d'un génocide planifié par le système Nkurunziza.
- Profite de l'occasion pour souhaiter à tous les burundais, réfugiés ou restés au pays, des vœux d'espoir, de rester debout car la vérité triomphera bientôt. Malgré les souffrances, l'insécurité, bonne et courageuse année 2016.

**Pour le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise**  
**Fait à Bruxelles, le 28 Décembre 2015**  
**La coordination**